

**Madame la Chancelière de la République fédérale
d'Allemagne,**

Monsieur le Président de la République française,

Chers concitoyens et concitoyennes en Europe !

Les Européens et Européennes de 28 pays éliront en mai le nouveau Parlement de l'UE. En amont de ces élections, les tensions en Ukraine, le débat autour de la libre circulation à propos de la Roumanie et de la Bulgarie ou encore le référendum suisse contre l'immigration ne sont pas les seules évolutions qui nous préoccupent profondément. Tandis que l'adhésion des populations à l'Europe diminue de plus en plus, les tendances nationalistes connaissent une montée en puissance alarmante – y compris au sein de notre génération. Et nous nous interrogeons : les forces nationalistes vont-elles bientôt déchirer l'Europe ?

Après la Seconde Guerre mondiale, nos arrière-grands-parents ont fait avancer la construction européenne sur la base des valeurs humanistes qui, depuis des siècles, constituent le fondement culturel, politique et économique de l'Europe : le respect de la dignité humaine, la défense des droits de l'homme et des droits des minorités, la démocratie, l'État de droit, la liberté d'expression et de religion, l'égalité des sexes et l'économie sociale de marché. Nous, jeunes Européens et Européennes de France et d'Allemagne, réaffirmons notre adhésion à ces valeurs. Nous défendons la construction européenne car elle est l'unique et juste réponse historique aux guerres du passé et aux défis de l'avenir. Cet héritage de trois générations est cependant de plus en plus menacé.

En seulement une décennie, l'Europe qui incarnait la stabilité, le progrès et la croissance est devenue synonyme de crise. En moyenne, environ 25% des jeunes de 15 à 24 ans en Europe sont sans travail. En Grèce et en Espagne, le chômage des jeunes dépasse même la barre des 50%. Notre génération est en proie à

une pression accrue. Nous vivons une compétition de plus en plus déloyale. Et nous nous interrogeons : l'Europe sera-t-elle bientôt le théâtre d'une lutte de tous contre tous ?

Nous sommes profondément préoccupés par le manque de courage et de volonté de mener les réformes et initiatives nécessaires. Nous attendons des réponses convaincantes aux questions essentielles : une action européenne commune en matière de lutte contre le chômage et contre la dette publique et la recherche d'une voie commune pour endiguer les effets négatifs du réchauffement climatique et du vieillissement démographique. Et nous nous interrogeons : quelle voie l'Union européenne va-t-elle suivre ?

En raison de notre histoire commune, nous considérons qu'il est de notre devoir et de notre responsabilité historique de défendre la construction européenne et de façonner ensemble l'avenir de l'Europe. C'est pourquoi nous lançons un appel aux gouvernements français et allemand à agir enfin ensemble et de manière visible pour refonder le projet européen et lui insuffler une nouvelle dynamique. Pour cela nous avons besoin d'une feuille de route qui assure à l'Europe un cadre fiable et nous offre de nouveau à nous, jeunes adultes, des perspectives. Nous sommes prêts à nous engager à vos côtés et en dialogue avec nos voisins européens pour cette Europe. Car son avenir dépend de nous.

Les ambassadrices et ambassadeurs de TerraEuropa :

Marc Fort

Mario Jendrossek

Katharina Meeh

Sonje Schwensen

Lucile Tronel

Nadiya Vertebna

Notre feuille de route :

I. Pour un programme ambitieux en faveur des jeunes en Europe

II. Pour une Europe durable

III. Pour une Europe proche des citoyens

I. Pour un programme ambitieux en faveur des jeunes en Europe

Plus de 50% des jeunes adultes en Espagne et en Grèce sont au chômage. Dans l'ensemble de l'UE, le chômage des jeunes atteint 25% – les stages en continu et le dumping des salaires constituent la réalité de la « génération stagiaire ».

Il est temps qu'une solide perspective d'avenir se dessine pour nous. Pour cela, nous pensons qu'il est nécessaire qu'un plan d'action pour la jeunesse soit mis en œuvre avec la même intensité que celle déployée pour le sauvetage du système financier international depuis 2008. Si les banques ont une importance systémique, c'est tout autant notre cas.

Pour une offensive forte en faveur d'une politique européenne de l'éducation

En dépit des efforts pour harmoniser les différents systèmes éducatifs des 28 états membres : les barrières éducatives nationales continuent d'entraver la mobilité professionnelle et culturelle dont nous avons besoin pour assurer le développement dynamique de l'espace économique européen.

1) Comment élargir le plus rapidement et efficacement possible les programmes d'échanges ayant fait leurs preuves tels que Erasmus, Comenius ou Leonardo à l'ensemble des élèves et apprentis en Europe ?

Nous considérons que les expériences au sein de l'UE dès le plus jeune âge sont indispensables au développement des connaissances linguistiques et à l'épanouissement des talents individuels.

2) Comment faire pour que la nécessité urgente d'une harmonisation européenne des diplômes de l'enseignement secondaire, de formation professionnelle et de l'enseignement supérieur aboutisse le plus rapidement possible à un résultat concluant ?

Il faut désormais supprimer rapidement les barrières à la mobilité éducative pour assurer la mobilité professionnelle nécessaire au sein de l'Europe. Pour autant, la diversité du paysage éducatif européen et les singularités de ses établissements d'enseignement doivent être préservées. Nous voulons une harmonisation mais pas de bouillie uniforme.

Pour un marché du travail européen dynamique

Dans sa forme et son organisation actuelle, le marché européen du travail n'est pas en mesure de tirer les bénéfices des potentiels de nombreux jeunes Européens et Européennes. Pour cela nous avons besoin d'une coopération renouvelée et déterminée au sein de l'Union européenne :

1) Comment assurer une meilleure connexion entre l'offre et la demande d'emploi à l'échelle européenne ?

Le déséquilibre entre la demande croissante de main d'œuvre qualifiée en Europe du Nord et le taux de chômage élevé des jeunes en Europe du Sud ne pourra être corrigé que par un

renforcement de la mobilité professionnelle au sein de l'Europe.
Nous avons besoin d'une Agence Européenne du Travail qui diffuse les offres d'emploi et de formation professionnelle continue à travers toute l'Europe.

2) Le système dual de formation a fait ses preuves : comment l'introduire le plus rapidement possible dans l'ensemble des États de l'UE ?

L'Allemagne, l'Autriche et la Suisse ont le taux de chômage des jeunes le plus bas d'Europe : moins de 10%. Dans ces pays, le système dual de formation facilite l'entrée dans le monde du travail. Une solide formation professionnelle assure aux jeunes en début de carrière un accès précoce à la pratique professionnelle et répond également aux attentes des entreprises formatrices. Il est temps d'introduire ce modèle, avec l'expertise et le soutien financier de l'UE, dans l'ensemble des États-membres.

3) Comment promouvoir davantage l'entrepreneuriat innovant dans toute l'Europe ?

Les innovations garantissent la compétitivité des entreprises européennes et créent des emplois. Pour cela, nous avons besoin d'un programme étendu à toute l'Europe qui libère les potentiels des entreprises, en particulier en garantissant des avantages fiscaux pour les activités de recherche et un soutien ciblé au financement privé des petites et moyennes entreprises dans le domaine des nouvelles technologies.

II. Pour une Europe durable

Quel héritage se présente à nous ? Le niveau élevé de la dette publique de nombreux États membres de l'UE va continuer à peser sur nous à l'avenir. Les effets du réchauffement climatique vont profondément modifier les conditions de vie partout à travers le monde. Le vieillissement démographique représente un défi pour nos systèmes de protection sociale.

Face à ces évolutions, un changement de cap est nécessaire en Europe. Nous ne pouvons accepter la résiliation unilatérale du pacte intergénérationnel. Son coût social ne pourrait être supporté par aucune des deux parties.

Pour une Europe attractive, sociale et juste

D'ici 2050, environ un tiers des citoyens de l'UE auront plus de 65 ans. Si nous ne faisons rien, cette situation conduira à un financement des systèmes de protection sociale en constant déséquilibre. Afin de pouvoir préserver nos systèmes sociaux qui reposent sur le principe de solidarité et notre force économique, nous avons besoin de l'immigration.

Sur la même période, la population mondiale va connaître une croissance forte, avant tout en Asie et en Afrique. La population de l'Afrique devrait doubler d'ici 2050. Il faudra sans doute faire face à des vagues d'immigration politique et économique vers l'Europe. Les États membres de l'UE doivent se préparer ensemble à ces évolutions.

1) Comment harmoniser davantage les systèmes européens de protection sociale ?

À long terme, les États membres de l'UE devront harmoniser leurs systèmes de protection sociale pour garantir la qualité des conditions de travail et converger vers des modèles de sécurité sociale comparables. Face à l'augmentation continue de l'espérance de vie et au recul des naissances, nous avons besoin d'une base

commune et solide de financement des systèmes de retraites et des régimes d'assurance soins.

2) Comment optimiser les conditions de l'immigration à l'échelle européenne ?

L'évolution démographique de l'Europe rend l'immigration nécessaire et implique une organisation et une gestion au niveau européen. Par ailleurs, la réussite des politiques d'intégration revêt une importance croissante afin d'assurer la cohésion de nos sociétés. Pour ces raisons, les États membres de l'UE devraient réaffirmer leur adhésion aux valeurs européennes et définir une politique d'immigration et d'intégration commune reposant sur un cadre juridique commun et garantissant le respect de nos valeurs européennes.

3) Comment unir nos forces en matière de politique de développement ?

Les mouvements de populations cherchant à échapper à la famine ou aux persécutions et leurs effets dramatiques comme par exemple à Lampedusa ne diminueront à long terme que si la situation politique et économique s'améliore dans les pays d'origine. Les États membres de l'Union européenne doivent désormais faire preuve d'un engagement plus concerté en matière de coopération et d'aide au développement et investir davantage dans une politique de développement coordonnée afin de lutter efficacement contre les déséquilibres mondiaux.

Pour un Green New Deal européen

A l'échelle mondiale, l'approvisionnement en énergie s'opère à 80% à partir des sources d'énergie fossiles. Or celles-ci contribuent au réchauffement de la planète et donc au changement climatique. D'autre part les réserves de combustibles fossiles vont inévitablement s'épuiser au cours des prochaines décennies. Les États membres de l'UE doivent s'engager en commun sur un programme de développement massif des énergies renouvelables et défendre d'une seule voix des objectifs contraignants relatifs au changement climatique. Les décideurs politiques n'ont pas le droit de tergiverser aux dépens des générations futures.

1) Comment développer une infrastructure énergétique alternative pour l'Europe ?

L'Europe dispose d'un potentiel important d'énergies renouvelables. Le renforcement de la coopération en Europe en matière de production, de distribution et de stockage de l'électricité verte est une nécessité écologique et une priorité économique. Pour cela nous avons besoin d'une politique énergétique commune qui inclut des objectifs concertés et un pilotage intégré.

2) Comment définir une politique européenne de l'environnement ambitieuse ?

La politique environnementale de l'UE des prochaines années devrait se concentrer sur les objectifs suivants : des limites d'émissions de CO₂ ambitieuses à l'intérieur de l'espace européen, un système d'échange de droits d'émission de CO₂ efficace et la défense d'une position commune lors de la conférence de l'ONU sur le climat à Paris en 2015.

3) Comment préserver les avantages concurrentiels européens dans l'économie « verte » ?

Le développement de procédés novateurs crée des avantages concurrentiels et des emplois en Europe. Il nous appartient donc d'investir davantage dans la recherche visant à améliorer l'efficacité des énergies et combustibles renouvelables. Une promotion ciblée des technologies vertes « Made in EU » conduit par ailleurs à la création de nouveaux emplois attractifs en Europe.

III. Pour une Europe proche des citoyens

Beaucoup de citoyens européens ne se sentent pas suffisamment représentés par les institutions de l'UE et se détournent de l'Europe. Les jeunes Européens et Européennes en particulier associent l'évolution actuelle de l'Europe plus à une libéralisation débridée qu'à une intégration réussie des nations européennes.

L'UE a besoin d'un nouveau cap clair. Les gouvernements des pays de l'UE doivent exprimer de manière clairement audible leur attachement à la construction européenne. Il est nécessaire de mandater la Commission européenne, avec l'accord du Parlement européen et des parlements nationaux, pour mener des politiques davantage en accord avec les préoccupations et les attentes des citoyens et citoyennes européens.

Pour une Europe transparente

Le système politique de l'UE apparaît pour beaucoup non démocratique, compliqué et opaque. Le « management de l'UE » doit se réinventer, centrer son action sur les citoyens et mieux communiquer.

1) Comment renforcer la confiance des Européens dans l'Union européenne et ses institutions ?

Les concepts technocratiques créent de la distance et entravent la recherche de consensus. Les politiques et fonctionnaires doivent communiquer leurs projets et mesures de telle sorte que tous les citoyens et citoyennes comprennent de quoi il s'agit. Par ailleurs, après les élections européennes, il sera nécessaire de redéfinir des visions et des objectifs pour l'UE et d'assurer la participation des citoyens et citoyennes, en dialogue avec les médias, à cette recherche de consensus.

2) Comment rendre les mécanismes décisionnels plus transparents ?

Commission européenne, Parlement européen, Conseil européen, parlements nationaux et chefs de gouvernement : qui décide quoi ? Qui a la charge de quoi ? Qui est responsable de quelle décision ? Et les décideurs sont-ils élus démocratiquement ? Œuvrer activement et de manière continue pour faire la clarté sur ces questions centrales constitue selon nous la condition préalable décisive pour renforcer l'adhésion des citoyens et citoyennes aux institutions de l'UE et à ses représentants.

Pour une Europe communautaire

L'Europe ne se réduit pas à ses institutions mais représente des valeurs claires qui règlent notre quotidien et notre société. Ces valeurs doivent nous servir d'ancrage en cette période de mutations profondes et guider nos décisions.

1) Avons-nous besoin d'une Charte des valeurs européennes ?

La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne signée en 2000 était destinée à devenir, en tant que Charte des valeurs européennes, une référence centrale pour les citoyens et citoyennes européens. Ceci pourrait être encouragé par des mesures telles que la signature obligatoire, pour tout homme politique élu, de la Charte des droits fondamentaux avant sa prise de fonction. Le même principe devrait s'appliquer également aux personnes effectuant une demande d'autorisation de séjour dans l'UE, qui ainsi prendraient connaissance des valeurs européennes.

2) Comment renforcer l'adhésion à l'UE ?

Par calcul électoral, les hommes et femmes politiques ont tendance à rendre l'UE toujours responsable des décisions nationales impopulaires. Sous l'effet de cet « UE-Bashing », les institutions et

décisions européennes perdent en crédibilité et leur acceptation au sein de la population diminue. Dans l'intérêt de tous les citoyens et citoyennes européens, il faut mettre un terme à cette habitude néfaste.

A propos de TerraEuropa

TerraEuropa offre aux jeunes une plateforme internationale leur permettant de s'échanger sur leur vision de l'Europe avec des représentants de la société, de la politique et de l'économie. L'initiateur, Michel Marlière, est un entrepreneur français qui a fait de l'Allemagne son pays d'adoption. Il poursuit deux objectifs : d'une part promouvoir un dialogue approfondi autour de l'Europe alors que celle-ci est en proie à un scepticisme et à un séparatisme croissants et d'autre part encourager la jeune génération à participer plus activement au développement du projet européen. Les partenaires de coopération de TerraEuropa sont la Fondation Genshagen, Sciences Po, l'Université libre de Berlin et l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ).

TerraEuropa gGmbH

représentée par son directeur exécutif Michel Marlière
Merowingerstraße 9
D-50677 Köln
Courriel : info@terra-europa.eu
www.terra-europa.eu

Contact presse :

Bureau d'information TerraEuropa, Karin Lange
Burgstraße 27
10178 Berlin
Tél. : +49 30 24086-674
Fax : +49 180 5 223285
Courriel : presse@terra-europa.eu